

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 janvier 2026

Lu. Nous leur dédions cette causerie.

Selon la fondation pour le Logement des défavorisés, anciennement fondation Abbé-Pierre, 350 000 personnes vivent sans domicile en France, dont environ 20 000 à la rue. À Paris, la municipalité estime qu'ils sont plus de 3 500 à dormir dehors chaque nuit.

Ce rapport date de février 2025, avec les jours et les nuits glaciales que connaît la France en ce moment, il devient cruellement d'actualité.

Comment peut-on cautionner une telle injustice, il faut être un monstre, un sadique, un barbare pour ne pas condamner le capitalisme et ses représentants. Là encore, tenir un double langage à valeur d'approbation, et non de condamnation de cette injustice.

A tous ceux qui sont toujours plus prompts à réaliser l'unité avec le camp de la réaction.

Ceux qui prétendent que Maduro serait un dictateur, qu'il aurait mis en place un régime policier, qu'il serait lié aux cartels de la drogue et autres terroristes, qu'il aurait précipité la faille de l'économie vénézuélienne, sont des menteurs, des escrocs, des agents de la réaction internationale, des traîtres.

L'impérialisme américain lui fait un procès politique en vérité.

Toutes les accusations qui ont été formulées à l'encontre de Maduro sont en cours de dislocation, elles vont toutes se retourner contre Trump et les Etats-Unis.

Merci à monsieur Nicolas Maduro de nous offrir ce spectacle grandiose, qui met en lumière à la fois la véritable nature du régime mafieux et criminel américain, et celle de tous ceux qui ont refusé d'appeler à sa libération ou qui le traitent de dictateur en chœur avec Trump et Macron.

En 1917 et les années suivantes, Lénine avait dû affronter des accusations de dictateur ou traître au socialisme de la part des gauchistes ou d'ignorants, après la signature des accords de Brest-Litovsk en 1918, la répression de la révolte dirigée par l'anarchiste Nestor Makhno en 1920, puis celle de Kronstadt en 1921, le passage à la Nouvelle Politique Économique (NEP) en 1921...

Le propre du petit bourgeois écervelé, c'est de croire qu'il suffit de formuler des désirs légitimes pour qu'ils se réalisent automatiquement, sans tenir compte du contexte politique qui s'y oppose. Il refuse d'admettre que la satisfaction de ses aspirations au cours d'une période critique pourrait

déstabiliser, menacer ou nuire gravement, voire mettre en péril ou conduire au renversement du nouvel Etat ouvrier ou d'un Etat progressiste favorable à des réformes sociales importantes.

Il ne parvient pas à faire la différence entre diriger un Etat ou un pays composé de différentes classes sociales, et diriger un parti composé de personnes censées partager les mêmes idées, il croit qu'il peut faire ce qu'il veut quand il veut, or la réalité fonctionne autrement.

Dans l'état où se trouvait le Venezuela lorsque Chavez et Maduro sont parvenus au pouvoir, je ne vois pas comment ils auraient pu instaurer le socialisme ou avancer davantage dans cette voie, compte tenu de l'ensemble des facteurs qui composaient la situation, c'est pratiquement un miracle que le régime qu'ils avaient instauré n'ait pas été renversé plus tôt.

Alors qu'on ne compte pas sur nous pour hurler avec les ennemis du Venezuela, sous prétexte que Maduro ne serait pas un pur produit du marxisme, eux non plus, ils le sont mêmes encore moins, si j'en juge par les positions opportunistes qu'ils avaient adoptées sur l'Irak, la Syrie et la Libye, entre autres.

A une autre époque ou récemment encore, ils furent moins pointilleux sur les principes en soutenant Walesa en Pologne ou Lula au Brésil, il faut dire que tout deux gèrent la société pour le compte des capitalistes ou aucun ne fit le dixième de ce que firent Chavez et Maduro pour leur peuple.

Ce n'est pas non plus un hasard s'ils refusèrent d'apporter leur soutien à Kadhafi qui était le chef de l'Etat le plus social pas seulement de l'Afrique, mais du monde, se joignant à l'OTAN dont les critiques étaient ainsi annihilées ou compromises.

Lu.

La France traverse actuellement un épisode hivernal d'une intensité exceptionnelle. Depuis le début du mois de janvier 2026, des températures comprises entre -5 °C et -10 °C frappent la quasi-totalité du pays.

La neige paralyse les axes routiers et les aéroports, rappelant des rigueurs climatiques que nous n'avions pas connues depuis trente ans.

Ce retour du réel percute de plein fouet le récit médiatique dominant. Depuis des années, les experts officiels et les plateaux de télévision annoncent la fin définitive des hivers rigoureux. On nous promettait des hivers de plus en plus doux. Pourtant, face à ce gel généralisé, les grands médias semblent frappés de sidération. Le dogme du réchauffement permanent est soudainement confronté à une réalité glaciale que personne n'avait anticipée dans les rédactions parisiennes.

Tout porte à croire que le climat est utilisé comme un moteur de la société de contrôle. Alors que l'on nous impose des restrictions énergétiques et des taxes carbone au nom d'une chaleur prétendument inéluctable, la nature reprend ses droits. Les militants écologistes, habituellement prompts à confondre météo et climat pour servir leur agenda, observent aujourd'hui un silence suspect. Il semblerait que ce froid remette en question la légitimité des politiques de dépossession actuellement en vigueur.

Le réchauffement climatique est-il devenu une arnaque systémique pour maintenir les populations sous pression ? Comment le pouvoir va-t-il tenter de justifier cet épisode pour ne pas perdre la face devant les citoyens ?

Les nostalgiques du fascisme s'entendent bien avec les néonazis.

Le théâtre La Scala de Florence suspend les représentations de Svetlana Zakharova après une plainte de l'ambassade d'Ukraine - RT 9 janv. 2026

L'étoile du Bolchoï et ballerine russe Svetlana Zakharova ne se produira pas à Florence les 20 et 21 janvier. Attendue aux côtés du violoniste Vadim Repine, elle a vu ses représentations suspendues. Malgré l'attente du public, la mairie et le théâtre ont cédé à une plainte de l'ambassade d'Ukraine, invoquant des opinions prorusses de l'artiste.

Suivez le guide.

D'où proviennent les arguments avancés par Trump pour justifier l'agression américaine contre le Venezuela, repris en chœur par l'ensemble de l'extrême droite à l'extrême gauche ?

Courrier International - Pour *The Economist* (Famille Rothschild – J-C)), l'importance de cette opération dépasse largement le sort d'un dictateur ou de son régime, responsable de douze années de terreur, de fraudes électorales massives et d'une crise économique sans précédent. courrierinternational.com 9 janvier 2026

Quand les parrains de Trump de l'oligarchie financière montent en première ligne.

Les Rothschild louent Trump après le coup d'État au Venezuela – l'une des dernières nations sans banque centrale Rothschild - vtforeignpolicy.com 6 janvier 2026

Un événement qui a suscité l'étonnement dans les médias alternatifs : des membres de la puissante dynastie bancaire Rothschild ont publiquement félicité le président Donald Trump après l'intervention militaire au Venezuela.

Nat Rothschild, PDG du groupe Volta et héritier éminent de l'empire financier Rothschild, a adressé ses félicitations à Trump suite à l'action militaire américaine visant le gouvernement et le système financier vénézuéliens.

La portée de cette déclaration est indéniable : le Venezuela est l'un des rares pays au monde à avoir historiquement résisté à l'instauration d'un système bancaire central de type occidental contrôlé par les Rothschild.

Pendant des années, l'indépendance financière du Venezuela en a fait la cible de sanctions, de tentatives de changement de régime et d'une guerre économique.

Aujourd'hui, après l'intervention directe des États-Unis, les observateurs notent que les éloges de personnalités du secteur bancaire semblent confirmer des soupçons persistants quant aux véritables bénéficiaires des «*campagnes de libération*» étrangères.

Les propos de madame Hannah Rothschild, héritière de la famille Rothschild, alimentent encore davantage la controverse. Elle a en effet affirmé qu'aucune guerre majeure n'est menée – et qu'aucun chef d'État ne prend de décision – sans l'aval de la famille Rothschild.

Si les médias traditionnels rejettent ces affirmations comme relevant du complotisme, les critiques soutiennent que l'histoire de l'expansion des banques centrales après les guerres raconte une tout autre histoire.

Pour les sceptiques, l'opération au Venezuela ressemble moins à une libération qu'à une opération coercitive – un avertissement aux nations qui tentent d'opérer en dehors de l'ordre financier international.

Le rôle de Trump, autrefois perçu comme antimondialiste, est aujourd'hui réévalué par ceux qui estiment que le véritable pouvoir ne réside ni dans les élections ni dans les présidents, mais dans des dynasties financières non élues opérant au-delà des frontières nationales.

Coïncidence ou confirmation, le message est clair pour beaucoup : défiez le système bancaire, et le système finira par riposter.

Rothschild héritier confesse : aucun pays n'ose faire la guerre sans le soutien de Rothschild - thepeoplesvoice.tv 28 décembre 2025

Madame Hannah Rothschild, membre de septième génération de la tristement célèbre dynastie bancaire Rothschild, a ouvertement confirmé l'influence inégalée de la famille sur les événements mondiaux.

S'exprimant dans une récente interview accordée à CNBC, la fille de Lord Jacob Rothschild a admis qu'aucun gouvernement ou roi n'était entré en guerre sans le soutien et l'approbation de la famille Rothschild, soulignant leur contrôle sur la banque internationale et le flux de capitaux qui alimente les conflits mondiaux.

Madame Hannah a souligné comment Mayer Amschel Rothschild a fondé l'empire dans les années 1760 à Francfort et a stratégiquement envoyé ses cinq fils - Amschel, Salomon, Nathan, Carl et James - dans les principales capitales de l'Europe: Francfort, Vienne, Londres, Naples et Paris.

Cela a créé le premier réseau bancaire véritablement international au monde, permettant à la famille de dominer le financement transfrontalier.

Lu.

L'époque des Grandes Découvertes, qui a débuté au XVe siècle, est considérée dans les cercles intellectuels eurocentrés comme l'une des périodes fondatrices de l'histoire politique de l'humanité.

Elle a non seulement contribué à la découverte du «*Nouveau Monde*», mais a aussi jeté les bases d'un nouvel ordre politique.

Malheureusement, la mémoire collective est souvent contextuelle et parfois impitoyable. Le colonialisme, conséquence directe de l'époque des Grandes Découvertes, en est un exemple. Les pays d'Europe occidentale ont colonisé de vastes régions du «*Nouveau Monde*», comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, privant ainsi les peuples libres de leur autonomie pendant plus de cinq siècles.

Pour recouvrer leur dignité, des mouvements de libération anticoloniaux ont émergé dans tous les recoins du Sud, aboutissant finalement à l'indépendance des anciens pays colonisés. Mais même après l'indépendance, des vestiges du colonialisme européen ont persisté, sous différentes formes et manifestations.

J-C- Cela dit, l'esclavage existait pratiquement partout bien avant le XV^e siècle.

Lu.

Le narratif proféré est tellement bien étudié et conçu pour infléchir la matrice cognitive de la grande masse vers l'orientation désirée. L'inversion des faits, la diversion, le mensonge, la falsification est leur ultime vivendi opérandi.

Si on remonte un peu le temps, du moins juste après la deuxième guerre mondiale, on peut compter plus d'une centaine d'interventions militaires de par le monde opérées par les États-Unis. Les dix dernières sont le Venezuela, le Nigeria, la Somalie, la Palestine, le Yémen, le Liban, la Syrie, l'Iran, l'Irak et la Libye. Toutes ces interventions ont été précédées par un narratif spéculatif et mensonger. Les médias mainstream sont bien préparés et bien rodés pour ce genre de mission. En parallèle, la pécune et la planche à billets coule à flot pour soudoyer et altérer la majorité des composantes de la société civile, et pas que. Et ce, dans le but de déclencher au moment opportun des mouvements de protestations et d'émeutes comme préparatifs nécessaires à des interventions militaires programmées ou à un renversement de régime.

Deux préalables sont déterminants dans cette stratégie machiavélique et perfide, premièrement, un blocus économique avec des sanctions meurtrières pour bloquer toutes les voies de commercialisation et les mouvements de capitaux dans le but ultime de créer des tensions hyper inflationnistes et donc une crise économique, sociale et sociétale incontrôlable. Deuxièmement, un récit approprié destiné à créer plus de tensions et à légitimer et cautionner une intervention militaire pour renverser le pouvoir en place. Le récit est basé essentiellement sur l'ossature d'un subterfuge malveillant.

L'intervention militaire américaine partout dans le monde sous faux drapeau est devenue une banalité/lapalissade, pas seulement pour les avertis mais même pour le citoyen lambda. L'aspect faux-fuyant et dérobade n'échappe à personne. Il n'y a que les crédules et les détenteurs de QI au-dessous zéro qui croient encore en la démocratie, le droit international, le droit humain et la liberté d'expression comme paradigmes/slogans soulevés pour appuyer, avaliser et cautionner ces manœuvres insolites et ignobles. Le seul message que véhiculent ces agissements et ces conspirations malveillantes, c'est que le monde est plutôt géré par la force/la loi de la jungle que par le droit et le respect de la souveraineté des nations. Le monde est devenu impitoyable et les faibles

n'ont plus de chance à survivre. Le plus fort peut se permettre tout et à n'importe quel moment. Le paradigme «la paix par la force» remplace celui de «la paix par la dissuasion».

On lit sur les pages 8/9 de la NSS, ce qui suit : «*La force est le meilleur moyen de dissuasion. Les pays où autres acteurs suffisamment dissuadés de menacer les intérêts américains ne le feront pas*».

Certes ce n'est nullement une première dans les annales de la barbarie des interventions américaines de par le monde. Mais, la différence et elle n'est pas subsidiaire, c'est qu'aujourd'hui on voit tout se passer devant nos yeux sans artifices et sans détour. Ce qui s'est passé et se passe encore à Gaza est le plus révélateur dans ce sens. Face à ces événements horribles le monde est certes blasé, dégoûté et désabusé, mais nous restons immuables, émoussés, pétrifiés et sans armes. Corollaire : les mouvements de protestation ne cessent de prendre de l'ampleur, dans le même temps, l'arrogance, le mépris et l'outrecuidance de l'hégémon ne cessent d'augmenter. Le droit international est piétiné et assommé au vu et au regard du monde entier. Le changement de paradigme s'impose.

À titre d'exemple, «*La doctrine Monroe*» en tant qu'ancien paradigme (ça fait presque deux siècles) a changé de nom/d'habillage pour devenir «*le corollaire Trump*», comme le département de la Défense est devenu le département de la Guerre. Il est temps de réfléchir à changer l'intitulé d'un ensemble de concepts, de notions, de structures et d'entités.

Qui sont les pays cibles et pourquoi ?

Ce sont essentiellement les pays qui disposent des plus importantes réserves de pétrole au monde et/ou de gaz.

Ce sont les pays dont les terres recèlent d'énormes quantités de matières premières utiles à la production industrielle de haute technologie.

Mais surtout, ce sont des pays qui incarnent une volonté souverainiste : rejet de la domination américaine et refus de l'alignement automatique sur les intérêts américains.

Ce sont des pays qui ont opté pour une indépendance des choix nationaux stratégiques et une ouverture et coopération avec d'autres partenaires non occidentaux et assumer son propre destin sans être soumis à aucune force extérieure.

Ce sont aussi des pays, et c'est là où le bât blesse, qui expriment un certain engagement à l'affaire palestinienne en nouant des relations confirmées avec l'Iran et le mouvement Hamas.

De facto et en conclusion, toute nation qui façonne son propre destin en défendant sa souveraineté, son peuple, ses intérêts nationaux, ses ressources naturelles et son indépendance politique devient une cible légitime aux yeux de Washington.

Parole d'internaute.

- Ce qui se joue au Venezuela n'a rien à voir avec la drogue, le terrorisme ou la démocratie. Il s'agit de la survie du dollar américain. Le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole au monde (303 milliards de barils) et a commencé à vendre son pétrole hors dollar : en yuans, en euros, en roubles. Il a demandé à rejoindre les BRICS et a mis en place des systèmes de paiement

contournant SWIFT. Or, depuis 1974, la puissance des États-Unis repose sur le pétrodollar : tout le pétrole mondial est vendu en dollars, ce qui crée une demande artificielle et permet aux États-Unis d'imprimer de l'argent.

L'histoire montre que les dirigeants qui contestent ce système finissent renversés : Saddam Hussein, Kadhafi, et aujourd'hui Maduro. Mais le contexte a changé : la Russie, l'Iran et la Chine commercent déjà hors dollar, les BRICS développent leurs propres systèmes de paiement, et la dédollarisation s'accélère. Le message envoyé au monde est clair : défier le dollar, c'est risquer la guerre. Mais ce message pourrait produire l'effet inverse : pousser les pays du Sud à aller plus vite encore. Quand une monnaie doit être maintenue par la force militaire, c'est qu'elle est déjà en train de décliner. Le Venezuela n'est peut-être pas le début, mais le symptôme d'une fin.

Relevé ici ou là.

- Le fétide Donald Trump s'est définitivement révélé pour ce qu'il est : un milliardaire sociopathe, mafieux, génocidaire, manipulateur et chaque jour plus incontrôlable.

- Aujourd'hui, le pouvoir législatif est en lambeaux, impuissant face à un homme narcissique et dément qui privilégie la force à la raison, la puissance à la loi. L'Amérique fonctionne comme une véritable dictature, où le pouvoir exécutif jouit d'un pouvoir et de privilèges sans limites, dépassant de loin ceux imaginés par les pères fondateurs – et allant même à l'encontre de leurs intentions lors de la rédaction de la Constitution, conçue précisément pour limiter les abus de pouvoir de l'exécutif.

- En renversant par la force un président en exercice et en annonçant vouloir « gérer » un pays étranger, Donald Trump franchit un seuil historique. L'intervention contre le Venezuela n'est plus un simple épisode interaméricain : elle devient un modèle d'action unilatérale que Washington menace désormais de reproduire.

- *«La loi ne sert plus de point de référence lorsqu'on évalue une situation. Désormais, il s'agit de règles – des règles définies par ceux qui détiennent le pouvoir, en l'occurrence les États-Unis».*

- On revit d'autres cauchemars : la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, Même spectacle, même présentation, même récit, même propagande. Mêmes méthodes, celle de l'écrasement de l'adversaire, celle de sa personnalisation à l'extrême.

- Le président Trump vient rappeler inopinément, que les mêmes méthodes, les mêmes formes d'agression existent toujours, la loi de la jungle, celle du plus fort, la cruauté absolue, les mêmes formes d'agression. Leçon combien utile.

- Le narratif proféré est tellement bien étudié et conçu pour infléchir la matrice cognitive de la grande masse vers l'orientation désirée. L'inversion des faits, la diversion, le mensonge, la falsification est leur ultime vivendi opérandi.

- Dans une récente interview accordée au journal Israel Hayom, elle a affirmé : *«Le Venezuela sera le plus proche allié d'Israël en Amérique latine. Nous comptons sur le soutien d'Israël pour démanteler le régime criminel de Maduro et pour la transition démocratique. Ensemble, nous mènerons une lutte mondiale contre le crime et le terrorisme».*

Israel Hayom : <https://www.israelhayom.com/2026/01/04/maria-corina-machado-venezuela-nobel-maduro-israel-interview/>

Spécial Venezuela.

Arguments pour contrer la désinformation sur la situation réelle au Venezuela.

USA vs Venezuela: L'analyse

<https://www.youtube.com/watch?v=5LXmVA2CBzg>

Michel Collon : Brics vs USA, le Venezuela visé pour son pétrole

<https://www.youtube.com/watch?v=iLkXTKM7hz0>

Venezuela : Washington entend prendre le contrôle illimité des ventes de pétrole - RT 7 janv. 2026

Les États-Unis prévoient de prendre le contrôle illimité de la vente sur le marché mondial de tout le pétrole provenant du Venezuela, a déclaré le ministre américain de l'Énergie, Chris Wright. Il a précisé que les États-Unis commenceraient par vendre les réserves de pétrole brut stockées dans les entrepôts du pays latino-américain.

Chris Wright a indiqué qu'il menait des négociations avec des compagnies pétrolières américaines au sujet de leurs activités au Venezuela. D'après ses mots, l'arrivée des compagnies américaines pourrait permettre d'augmenter la production de pétrole de plusieurs centaines de milliers de barils par jour, alors que la république produit actuellement 900 000 barils par jour.

Le ministre américain de l'Énergie a ajouté que les États-Unis avaient l'intention d'investir dans le développement du secteur pétrolier vénézuélien, notant que cela apporterait « d'énormes avantages » au pays latino-américain.

Cependant, Politico a révélé que le véritable objectif des États-Unis n'était pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien, en imposant leurs conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous la domination américaine.

Politico a qualifié cette stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger et des intérêts qui ne lui appartiennent pas.

Trump redéfinit unilatéralement les relations avec le Venezuela : les achats désormais limités aux produits «*made in USA*» - RT 8 janv. 2026

Dans un message publié sur Truth Social, Donald Trump affirme avoir été informé que le Venezuela utiliserait les fonds issus d'un nouvel accord pétrolier pour acheter exclusivement des produits américains. La liste inclut des denrées agricoles, des médicaments, des équipements médicaux, ainsi que du matériel destiné à la modernisation des réseaux électriques et énergétiques du pays.

Présentée comme une décision rationnelle et pragmatique, cette orientation est décrite par le président américain comme un choix volontaire en faveur des États-Unis, érigés en « *partenaire clé* ».

Interrogé par le *New York Times* sur la durée de cette tutelle de fait, Donald Trump a refusé de fixer un horizon temporel précis, indiquant que cette situation pourrait se prolonger bien au-delà de quelques mois ou années.

Colombie

Faites tomber les masques.

Dans une interview à El Pais, le président colombien Gustavo Petro montre qu'il est prêt à satisfaire toutes les exigences de Trump, bref, c'est un allié des États-Unis et non un opposant, on s'en serait douté. Remarquez qu'il l'a reconnu lui-même publiquement.

- La discussion entre les deux dirigeants ce mercredi a satisfait Gustavo Petro qui observe *"être d'accord"* avec Donald Trump *"sur le trafic de drogue"*. *"Il m'a dit quelque chose que j'ai apprécié: 'je sais que beaucoup de mensonges ont été inventés à votre sujet, tout comme à mon sujet'",* poursuit le président de la Colombie à nos confrères.

Autre similitude entre Gustavo Petro et Donald Trump: leur position sur le Venezuela. Sur ce sujet, il estime que *"la position des États-Unis n'est pas si éloignée de la (s)ienne"*. *"L'idée d'une transition vers des élections libres et un partage du pouvoir a été évoquée par d'autres, comme Rubio (ndlr: le Secrétaire d'État des États-Unis), et elle rejoint ma proposition"*, analyse le dirigeant colombien.

Ce dernier critique tout de même la méthode employée par Washington, en capturant Nicolás Maduro. Selon lui, une transition politique au Venezuela *"doit émerger d'un dialogue vénézuélien"* et non *"être imposée de l'extérieur"*. *"Le rôle des États-Unis devrait être de faciliter ce dialogue, de concert avec l'Amérique latine"*, décrypte le dirigeant de la Colombie.

Preuve du réchauffement des relations entre les Washington et Bogota, Donald Trump a annoncé qu'il recevra Gustavo Petro *"la première semaine de février"*. *"Je suis sûr que tout se passera très bien pour la Colombie, et pour les États-Unis, mais il faut empêcher la cocaïne et d'autres drogues d'entrer aux États-Unis"*, a écrit le président américain ce vendredi 9 janvier.

J-C - Quand on sait qu'avec la bénédiction des Américains la Colombie est le principal producteur de cocaïne et fournisseur des États-Unis, cela donne une idée précise de la collusion d'intérêt qui existe entre Gustavo Petro et Donald Trump.

France.

Lu.

La gauche française, dans son ensemble, a largement abandonné le Venezuela, souvent pour des raisons historiques ou idéologiques, sans réelle compréhension de la situation sur le terrain.

Le Parti socialiste, historiquement lié à la social-démocratie, s'est opposé au chavisme dès le départ, notamment à cause de ses liens passés avec le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez et l'international socialiste.

Le Parti communiste français est divisé, mal informé sur la réalité vénézuélienne, et hésite à prendre position, notamment à cause de la scission du parti communiste vénézuélien.

La France insoumise, initialement défenseur du Venezuela, a subi de fortes critiques et s'est rétractée, évitant désormais le sujet pour ne pas être assimilée à la crise vénézuélienne. Vous pouvez visionner cet échange tendu du 6 janvier 2025 entre Apolline de Malherbe et Mathilde Panot sur Trump et Maduro pour en mesurer la portée

L'extrême gauche médiatisée, influente dans les médias et les universités, critique fortement le Venezuela, préférant une « *révolution imaginaire* » pure et idéale, plutôt que d'accepter les complexités et imperfections du processus vénézuélien.

Beaucoup de ces courants de gauche récupèrent symboliquement les succès du chavisme quand tout va bien, mais se désolidarisent dès que la situation devient difficile. Cette attitude crée une confusion et une incompréhension, renforçant le discours de la droite qui utilise ces critiques pour discréditer le gouvernement vénézuélien sur le ton « *même la gauche critique le Venezuela !* »

La gauche française reproche à tort au Venezuela des politiques néolibérales, alors que le pays développe la démocratie participative, protège l'agriculture locale et interdit les OGM. Les écologistes et certains courants de gauche s'acharnent contre le Venezuela, malgré des mesures progressistes sur l'environnement et la justice sociale.

Finalement, la gauche française se réfugie dans une posture confortable de critique, sans proposer d'alternative concrète ni reconnaître les avancées sociales du Venezuela, ce qui affaiblit son propre discours et son impact politique.

J-C- Il ne s'agit pas d'un problème de « *compréhension* », mais de la nature sociale et politique de ce qu'il appelle la gauche, qui parce qu'elle se détermine à partir du capitalisme, elle se situe résolument dans le camp de la réaction, c'est tout à fait conscient.

En famille. Le PS ou le parti de la trahison permanente.

Sur le budget, comment le parti socialiste se reconvertit au 49.3 - Le HuffPost 8 janvier 2026

Si le budget de la Sécu a bien été adopté sans 49.3 - et dans les temps impartis - ça n'a pas été le cas pour le budget de l'État, qui n'a pas pu être voté avant la fin de l'année. Le voilà donc de retour à

l'Assemblée nationale, et cette fois-ci, le discours du PS a changé et le 49.3 n'est plus autant honni qu'il ne l'était.

« *C'était important de ne pas avoir un 49.3 pour que la discussion puisse aller au maximum* », justifie le député PS Jérôme Guedj sur France info le 6 janvier. « *Si on n'arrive pas à le faire sur le budget de l'État, il faudra quand même qu'il y ait un budget.* » Pour François Hollande, la question ne se pose même plus : « *Je ne pense pas qu'il y a d'autre issue que le 49-3... Il faut qu'il fasse des concessions au PS* », estime-t-il le même jour.

On n'a « *pas de position de principe sur le 49.3* », a assuré mardi 6 janvier un des porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, Romain Eskenazi. « *S'il y a un 49.3 (...) il faut qu'il y ait (...) une forme de pacte de non-censure* » comme cela avait été négocié début 2025 entre le PS et le prédécesseur de M. Lecornu, François Bayrou, a-t-il précisé. Cet outil « *ne peut pas être écarté définitivement même si nous ne le demandons pas* », a de son côté estimé sur France 24 le patron des sénateurs PS, Patrick Kanner.

Dès la mi-décembre dans Libération, Olivier Faure préparait le terrain à un retour du 49-3... sous condition seulement : « *En tout état de cause, le 49.3 n'est pas une baguette magique, si le gouvernement l'utilise sans compromis préalable, il s'expose à une censure immédiate.* » « *Le 49.3 ne nous appartient pas, explique le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale Boris Vallaud le 7 janvier dans le même quotidien. Mais le gouvernement devra donner des motifs de ne pas être censuré.* » En 2026, les socialistes inventent le 49.3 de compromis.

Tous les dictateurs encouragés par Trump se lâchent.

Bruno Retailleau avance ses propositions chocs pour 2027 : «*Il faut renverser la table et sortir du modèle social-étatiste*» - RT 7 janv. 2026

Bruno Retailleau, chef de file des Républicains et ancien ministre de l'Intérieur, expose dans Les Échos un programme économique audacieux visant à briser le « *modèle social-étatiste* » et à promouvoir un « *travail gagnant* ». Ces propositions marquent son offensive pour la présidentielle de 2027, alors qu'il a pu se montrer menaçant à l'égard du budget présenté par le gouvernement Lecornu.

Bruno Retailleau appelle à une refonte profonde du système économique français, qu'il juge « *à bout de souffle* ». « *Il faut sortir des 35 heures : par le haut pour le salarié, qui va gagner plus d'un 13e mois, et par le haut pour l'entreprise, qui va voir le coût du travail baisser substantiellement* », déclare-t-il, en prônant l'annualisation du temps de travail et un mécanisme de « *zéro cotisation* » sur les heures supplémentaires. Une mesure qui n'est pas sans rappeler celle mise en place par Nicolas Sarkozy durant son quinquennat. Ses déclarations le rapprochent d'ailleurs du dernier président issu de son camp politique, à l'image de cette formule : « *On ne peut pas demander aux Français de travailler plus pour gagner très peu.* »

Il propose aussi un seuil de deux jours supplémentaires rémunérés, avec exonération totale au-delà de 1 623 heures annuelles. Au cœur de ses mesures figure le remplacement du RSA, de la prime d'activité et de l'ASS par un « *revenu d'incitation à l'activité* » (RIA). « *Une personne sans emploi pourra toucher une aide aussi généreuse que le RSA — 550 euros par mois — mais, contrairement à aujourd'hui, ce sera à elle de prouver qu'elle réalise effectivement 15 heures d'activité hebdomadaires* », explique Retailleau, qui dit vouloir encourager le retour à l'emploi.

Il prévoit un « *compte social unique* » pour plafonner les aides à 70 % du SMIC, générant 10 milliards d'euros d'économies, ainsi qu'un durcissement de l'assurance-chômage pour en dégager 13 milliards supplémentaires, via la sanction du troisième refus d'offre raisonnable et un encadrement plus strict des ruptures conventionnelles.

Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont saisi un pétrolier lié à la Russie dans l'Atlantique Nord, Moscou proteste - AFP 8 janvier 2026

Les Etats-Unis ont saisi mercredi dans l'Atlantique Nord un pétrolier lié à la Russie après l'avoir poursuivi pendant plusieurs semaines dans le cadre du blocus américain visant l'exportation du pétrole vénézuélien, une opération dénoncée par Moscou.

Lors d'une opération militaire menée mercredi matin entre l'Islande et l'Ecosse, des garde-côtes américains, aidés par les Britanniques, ont intercepté et pris le contrôle d'un pétrolier, aux cuves vides, qu'ils pourchassaient depuis le 21 décembre.

La Russie, qui avait selon la presse américaine dépêché ses propres navires militaires sur place pour l'escorter, a rapidement dénoncé l'opération.

Selon le droit international, a rappelé Moscou, "*aucun État n'a le droit d'employer la force à l'encontre de navires dûment immatriculés dans la juridiction d'autres États.*"

Le nom et le statut exact du navire - et donc la légalité de l'opération - font l'objet de désaccords. Moscou le nomme *Marinera* et dit qu'il a obtenu le 24 décembre une "*autorisation provisoire*" de naviguer sous pavillon russe.

Mais pour Washington, il s'appelle le *Bella 1* et n'a pas de pavillon.

"Il s'agit d'un navire de la flotte fantôme vénézuélienne qui a transporté du pétrole visé par des sanctions américaines. Ce navire a été déterminé comme étant sans pavillon après avoir navigué sous un faux drapeau, et il était visé par une ordonnance judiciaire de saisie. C'est pour cette raison que l'équipage sera poursuivi", a déclaré à la presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

Le gouvernement russe a au contraire demandé à Washington d'assurer le "*retour rapide*" chez eux des membres d'équipage russes.

Le *Bella 1*/*Marinera* est sous sanctions américaines depuis 2024 pour ses liens présumés avec l'Iran et le groupe chiite libanais Hezbollah.

Le ministre américain de la défense, Pete Hegseth, s'est félicité sur X que le blocus du pétrole vénézuélien soit "*pleinement en place, partout dans le monde.*"

Trump veut convaincre les habitants du Groenland de voter pour leur séparation du Danemark en échange de paiements allant jusqu'à 100 000 dollars par personne - RT 9 janv. 2026

L'administration Trump étudie un projet inédit : offrir d'importantes sommes d'argent aux habitants du Groenland afin de les convaincre de quitter le giron danois et, potentiellement, de rejoindre les États-Unis. Cette information, révélée par Reuters le 8 janvier, repose sur les témoignages de quatre sources proches des discussions en cours.

D'après deux de ces sources, les montants évoqués iraient de 10 000 à 100 000 dollars par personne. Le plan, encore en phase exploratoire, impliquerait des versements uniques à l'ensemble des 57 000 habitants de l'île. Des responsables américains, y compris des conseillers de la Maison Blanche, participeraient activement à ces réflexions.

Cette initiative viserait à contourner l'opposition ferme du Danemark et des responsables politiques groenlandais. Comme l'indique Reuters, l'idée de verser directement de l'argent à la population locale illustre la manière dont Washington envisagerait d'« acheter » l'île — malgré les déclarations répétées de Copenhague affirmant que le Groenland « *n'est pas à vendre* ».

Une méthode directe, mais largement rejetée sur place

Ce projet de paiements massifs s'inscrit dans une stratégie plus large de l'administration Trump visant à renforcer son emprise dans l'Arctique. Le président américain a réaffirmé le 4 janvier que « *les États-Unis ont besoin du Groenland pour des raisons de sécurité nationale* », dans un contexte de regain de confiance après l'opération militaire américaine au Venezuela, selon Reuters.

L'hypothèse d'un référendum d'indépendance est également évoquée. Dans cette perspective, des responsables américains ont avancé l'idée d'un accord de libre association (COFA), sur le modèle de ceux conclus avec certains États insulaires du Pacifique. Un tel accord permettrait à Washington d'assurer la défense et certains services publics de l'île, tout en y renforçant sa présence stratégique.

Mais sur place, les réactions sont vives. Le maire de Nuuk, Aavaataraq Olsen, a dénoncé une approche « *qui traite les Groenlandais comme des marchandises* ». Le Premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, a publié sur Facebook un message sans équivoque : « *Assez, c'est assez... plus de fantasmes d'annexion* ». Le 7 janvier, l'épouse d'un haut conseiller de Trump a diffusé sur les réseaux sociaux une image du Groenland aux couleurs du drapeau américain, accompagnée du mot : « *Bientôt* ».

Estimée à près de 6 milliards de dollars, cette opération soulève de nombreuses questions, tant sur le plan éthique que stratégique. Elle confirme surtout l'intention claire de Washington : s'assurer un contrôle renforcé sur l'Arctique, dans une logique de supériorité militaire — au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Des proches de Trump embauchés par une compagnie minière du Groenland : la menace s'intensifie - Nate Bear 9 janvier 2026

L'entreprise qui poursuit le Groenland pour obtenir le droit d'exploiter des terres rares a engagé un cabinet de lobbying étroitement lié à l'administration Trump, renforçant ainsi la menace d'une intervention américaine contre le territoire.

Energy Transition Minerals a annoncé hier avoir engagé Ballard Partners, un cabinet de lobbying dirigé par Brian Ballard, important donateur et collecteur de fonds pour Trump, afin de faire valoir ses droits sur le territoire. La procureure générale Pam Bondi, ainsi que la chef de cabinet de Trump, Susie Wiles, ont toutes deux été recrutées par Trump directement par Ballard Partners.

Cette information, jusqu'alors passée inaperçue, intervient alors que la Maison Blanche a durci le ton concernant le Groenland, déclarant cette semaine qu'elle étudiait toutes les options pour prendre le contrôle du territoire, y compris une invasion militaire.

Energy Transition Minerals, une société minière australienne, a obtenu il y a près de vingt ans une licence pour explorer le gisement de Kvanefjeld, qui renferme plus de 11 millions de tonnes de terres rares, dont d'importantes quantités d'uranium. La taille de Kvanefjeld en fait le plus grand gisement de thorium, le deuxième plus grand gisement d'uranium et, globalement, le troisième plus grand gisement de terres rares au monde.

Dans un monde en quête de nouvelles sources d'énergie, l'importance de Kvanefjeld est capitale.

En 2021, le parti autochtone Inuit Ataqatigiit, suite à sa victoire aux élections nationales où l'avenir de Kvanefjeld était au cœur du débat, a interdit à Energy Transition Materials d'exploiter le site. Cette décision, une promesse électorale, représentait une victoire pour la mobilisation citoyenne et la coalition d'éleveurs de moutons, de pêcheurs et de résidents autochtones qui affirmaient que la pollution radioactive de la mine ruinerait leurs moyens de subsistance.

Pour ETM, il s'agissait d'un abus de pouvoir. L'année suivante, l'entreprise a poursuivi le Groenland en justice en vertu des lois néolibérales antidémocratiques sur les « *différends entre investisseurs et États* », arguant que la décision lui retirait illégalement les droits qui lui avaient été accordés au milieu des années 2000. L'entreprise, qui a récemment accusé le Groenland de retarder la procédure d'arbitrage, réclame 11,5 milliards de dollars de dommages et intérêts, soit plus de quatre fois le PIB du Groenland. Dans un écho troublant aux accusations américaines selon lesquelles le Venezuela aurait « *volé* » des actifs américains en nationalisant ses champs pétroliers, Energy Transition Minerals affirme que ses actifs ont été « *expropriés* » par la décision du Groenland de bloquer l'exploitation minière à Kvanefjeld.

De son côté, le cabinet Ballard Partners, basé en Floride et qui ne disposait même pas d'un bureau à Washington avant le premier mandat de Trump, a profité de ses relations avec ce dernier et de la corruption de son administration pour devenir le plus important cabinet de lobbying des États-Unis. Parmi ses clients figurent désormais des piliers de l'appareil sécuritaire américain, tels que Palantir, Boeing, Amazon et Meta.

Le recours par ETM aux services de Ballard Partners, dont le rôle, selon l'entreprise, « *consistera notamment à conseiller sur les questions de politique publique et de réglementation qui façonnent la chaîne d'approvisionnement mondiale des terres rares* », est de très mauvais augure pour le Groenland, pour le Danemark et pour ce qui reste de la stabilité mondiale.

D'après mes recherches, ETM s'est peu intéressée à la politique américaine jusqu'à récemment. Cette société basée à Sydney ne compte aucun dirigeant américain et n'entretient aucune relation avec les agences juridiques, d'affaires publiques ou de relations publiques américaines. Pourtant, à l'instar de Donald Trump, elle entretient des relations conflictuelles avec le gouvernement groenlandais et tient des propos similaires concernant le Groenland et les terres rares, propos que Trump tenait au sujet du Venezuela et de son pétrole. Son discours et ses intérêts matériels convergent avec ceux de Donald Trump. Et désormais, elle dispose d'un accès direct à la Maison-Blanche.

Le danger qui menace le Groenland est réel et croissant.

Katie Miller, ancienne porte-parole du département DOGE d'Elon Musk et épouse de Stephen Miller, conseiller néonazi de Trump, a tweeté la semaine dernière que les États-Unis annexeraient le Groenland « *prochainement* ».

Et dans une interview accordée hier au *New York Times*, Trump a affirmé vouloir que les États-Unis soient propriétaires du Groenland et que les accords et les baux ne suffisaient pas.

L'affaire ETM sera très probablement utilisée par les États-Unis comme un moyen de pression maximal sur les dirigeants autochtones du Groenland, sous la menace d'une intervention militaire. La collaboration d'ETM avec le cabinet Ballard signifie également qu'ETM aura non seulement un accès direct à la Maison Blanche, mais aussi que l'administration Trump disposera d'alliés sur le terrain au Groenland, capables d'intimider, de faire pression et de rendre compte de leurs agissements.

Le moment choisi par ETM pour engager Ballard arrange également très bien la procureure générale Pam Bondi. Mme Bondi, qui a gagné des millions de dollars en sept ans au sein du cabinet, est liée par un accord de déontologie l'empêchant de participer à toute affaire impliquant Ballard Partners ou une partie représentée par ce cabinet. Cet accord expire début du mois prochain. Mme Bondi jouera alors vraisemblablement un rôle clé dans la procédure judiciaire d'ETM et dans les tentatives américaines d'annexion du Groenland, en assurant la liaison entre son ancien et son employeur actuel.

Autre signe inquiétant : ETM a engagé le même cabinet de conseil que celui utilisé par Trump l'an dernier pour lever 2,5 milliards de dollars pour son site web Truth Social. ETM affirme avoir engagé Cohen & Company.

En complément.

La défense danoise répond à Trump : «*La traite des esclaves est révolue*» - RT 10 janv. 2026

Le président de la Commission de la défense danoise, Rasmus Jarlov, a condamné l'idée que les États-Unis versent de l'argent aux Groenlandais, assimilant cette pratique à un achat d'êtres humains. Il a fermement rappelé que «*la traite des esclaves est révolue*» et que le Danemark s'oppose à toute forme de pression politique déguisée en transaction

«Armée de rêve» : Trump veut augmenter les dépenses militaires américaines à hauteur de 1 500 milliards de dollars – RT 8 janv. 2026

Le président américain Donald Trump a appelé à une révision radicale des priorités budgétaires des États-Unis en matière de défense. Selon lui, le budget militaire prévu pour 2027, actuellement estimé à un trillion de dollars, serait insuffisant face aux enjeux sécuritaires contemporains. Ainsi, il plaide pour une enveloppe portée à 1 500 milliards de dollars.

Dans un message publié sur Truth Social, Donald Trump justifie cette augmentation par la nécessité de bâtir ce qu'il qualifie d'« *armée de rêve* ». Une force armée que les États-Unis, selon ses termes, mériteraient depuis longtemps et qui constituerait le socle d'une sécurité durable, indépendamment de la nature ou de la puissance de l'adversaire.

Trump retire les Etats-Unis de 66 organisations internationales - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2026

Le locataire de la Maison-Blanche a pour cela signé mercredi un décret ordonnant le retrait des Etats-Unis de 66 organisations internationales qui « *ne servent plus les intérêts américains* ».

Sur X, la Maison-Blanche a précisé que parmi elles se trouvaient 31 organisations liées à l'ONU.

Comme lors de son premier mandat, Donald Trump a ainsi décidé de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat et de l'Unesco (organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), que les Etats-Unis avaient réintégrés sous la présidence de Joe Biden. Il a en outre claqué la porte de l'Organisation mondiale de la santé.

Parmi elles, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), traité fondateur de tous les autres accords climatiques internationaux, conclu en 1992 lors du sommet de la Terre de Rio.

C'est dans le cadre de la CNUCC qu'a notamment été signé l'accord de Paris de 2015, dont Donald Trump a claqué la porte une deuxième fois dès son retour à la Maison Blanche il y a un an.

Le décret ordonne également le retrait des Etats-Unis du comité d'experts scientifiques de l'ONU sur le climat (Giec), la référence en matière de science climatique, ainsi que d'autres organisations liées à la protection de la planète, comme l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, l'Union internationale pour la conservation de la nature, ou encore ONU-Eau.

Le climat n'est pas la seule cible de l'administration Trump qui s'en prend à d'autres principes défendus par les Objectifs de développement durable de l'ONU destinés à améliorer l'avenir de l'humanité, comme l'égalité femme-homme. Le décret publié mercredi ordonne ainsi la sortie des Etats-Unis du Fonds des Nations unies pour la population, spécialisé dans la santé de la mère et de l'enfant, et d'ONU-Femmes.

Egalement sur la liste, l'agence de l'ONU pour le Commerce et le Développement (Cnuced).

J-C – Nous n'avons ni à condamner ces décisions ni à les soutenir, du fait qu'elles sont motivées par des intentions forcément malveillantes envers les peuples. Il y en a qui les commentent à la

manière de conseillers de Trump ou de l'impérialisme américain, comme s'ils étaient en mesure de les influencer ou ils les écouterait, c'est à croire décidément qu'ils appartiendraient au même camp.

Russie.

Pas d'insectes au menu : Moscou rejette les alternatives alimentaires européennes - 8 janv. 2026

Alors que certains pays introduisent progressivement les insectes dans leur alimentation, la Russie exclut catégoriquement cette mesure. Selon Ioulia Ogloblina, vice-présidente de la commission de la Douma d'État chargée des questions agricoles, les produits alimentaires à base d'insectes ne seront ni fabriqués ni proposés à la consommation en Russie.

Dans une interview accordée à l'agence TASS, elle a qualifié d'« *inacceptable* » la consommation d'insectes par les humains, malgré les études menées sur les possibilités offertes par cette source alternative de protéines, soulignant que cela n'était admissible que pour l'alimentation des animaux et des poissons.

« *L'Europe a admis cinq espèces d'insectes comestibles. Cela confirme que les choses ne sont pas aussi roses pour leur agriculture, puisque les Européens cherchent des alternatives [alimentaires]. La situation serait si mauvaise qu'ils doivent manger des grillons, des charançons et des araignées. Dieu merci, chez nous tout va bien. Nous avons beaucoup de terres. Nous ne mangerons donc que de la vraie nourriture russe* », a noté Ioulia Ogloblina.

En février 2025, un décret autorisant l'ajout de poudre de larves de ténébrion meunier (*Tenebrio molitor*) dans les produits alimentaires est entré en vigueur dans l'Union européenne. D'après les documents de la Commission européenne, cette poudre d'insectes peut être ajoutée à des produits tels que le pain, le fromage, les confitures et les pâtes. Les fabricants de produits alimentaires sont tenus d'indiquer la présence de poudre d'insectes dans la composition de leurs produits.

L'Union européenne a également autorisé l'utilisation de poudre partiellement dégraissée de blattes domestiques dans la fabrication de produits de boulangerie, de pâtes, de produits carnés semi-finis, de soupes prêtes à consommer, de plats à base de légumes, de chocolats et de confiseries, de boissons et d'autres produits.

Zakharova : pour Moscou, le déploiement de troupes occidentales en Ukraine équivaudra à une intervention - RT 8 janv. 2026

La Russie considérera toute présence de soldats occidentaux et de leurs infrastructures en Ukraine comme une « *intervention* », a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, en réaction à la dernière déclaration de la « *coalition des volontaires* ». Moscou y voit une poursuite de la militarisation de l'Ukraine.

Budapest rejette les décisions adoptées à Paris par plusieurs pays d'Europe occidentale, estimant qu'elles prolongent le conflit en Ukraine et accroissent le risque d'un affrontement direct avec la Russie, a déclaré le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó. RT 8 janv. 2026

Guerre en Ukraine : la menace sans fard de la Russie contre une présence militaire européenne - Le HuffPost 8 janvier 2026

La Russie a fustigé ce jeudi 8 janvier des déclarations « militaristes » après l'accord entre Kiev et ses alliés européens pour déployer une force multinationale en Ukraine après la fin du conflit, prévenant que toute présence militaire serait considérée comme une « cible légitime ».

« *Les nouvelles déclarations militaristes de la soi-disant Coalition des volontaires et du régime de Kiev font d'eux un véritable "axe de la guerre"* », a indiqué la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Ukraine.

L'Ukraine accorde un important gisement de lithium à des proches de Donald Trump – RT 9 janv. 2026

L'Ukraine a attribué l'exploitation d'un important gisement public de lithium à un consortium d'investisseurs comprenant des acteurs proches de l'entourage de Donald Trump, rapporte le New York Times. La décision a été prise le 8 janvier par une commission gouvernementale ukrainienne.

D'après deux membres de la commission, s'exprimant sous couvert d'anonymat, cités par le quotidien américain, la sélection du consortium est acquise, bien qu'une validation formelle par le cabinet des ministres ukrainien reste nécessaire.

Le groupement retenu présente des liens directs avec l'administration américaine actuelle. Parmi les investisseurs figure Ronald S. Lauder, milliardaire du secteur des cosmétiques et proche de longue date de Donald Trump. Un autre partenaire clé est TechMet, une société énergétique partiellement détenue par une agence d'investissement du gouvernement américain créée lors du premier mandat du chef d'État.

Toujours selon le New York Times, les autorités ukrainiennes ont cherché à démontrer leur capacité à concrétiser les engagements pris lors de la signature de l'accord Ukraine–États-Unis sur l'exploitation des minerais et terres rares l'année dernière. Le gisement de lithium attribué au consortium de Ronald S. Lauder et de TechMet aurait ainsi été présenté comme un projet pilote susceptible d'illustrer la mise en œuvre opérationnelle de ce partenariat économique.

Il s'agit du gisement, connu sous le nom de champ de lithium de Dobra, situé dans le centre de l'Ukraine, qui fait partie des plus importantes réserves de lithium du pays. Ce métal est un composant clé pour la production des batteries électriques.

Le montant exact des investissements engagés par Ronald S. Lauder et TechMet pour le développement du gisement de Dobra n'a pas été précisé. L'appel d'offres fixait un investissement

minimal de 179 millions de dollars, mais l'engagement du consortium serait probablement nettement supérieur à ce seuil.

Les investissements annoncés mettront toutefois plusieurs années avant de se traduire par une exploitation effective et des bénéfices. Le consortium devra d'abord réaliser une étude géologique afin d'évaluer la valeur réelle du sous-sol, puis financer les équipements et les infrastructures nécessaires à l'extraction. Selon des spécialistes du secteur, il faut généralement environ quinze ans pour passer d'une découverte exploitable au début de la production, un délai qui dépasserait largement le mandat actuel de Donald Trump.

Palestine occupée.

Le massacre ou génocide continue.

Gaza : des frappes israéliennes font 13 morts dont cinq enfants, selon la Défense civile - France 24 9 janvier 2026

Des frappes israéliennes sur la bande de Gaza ont fait 13 morts dont 5 enfants, a affirmé jeudi 8 août la Défense civile du territoire palestinien, lors d'une des journées les plus violentes depuis le cessez-le-feu d'octobre entre Israël et le Hamas.

Quatre personnes, dont trois enfants, ont été tuées lorsqu'un drone a frappé une tente abritant des personnes déplacées dans le sud de Gaza, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la défense civile, Mahmud Bassal.

Dans le nord de la bande de Gaza, une fillette de 11 ans a été tuée près du camp de réfugiés de Jabalia et une frappe sur une école a fait un mort, tandis qu'un drone près de Khan Younès, dans le sud, a tué un homme, a ajouté Mahmud Bassal. Deux autres Gazaouis, dont un enfant, ont été tués lors d'autres attaques, a rapporté l'agence, qui opère sous l'autorité du Hamas.

Jeudi soir, quatre autres personnes ont été tuées lors d'une frappe aérienne israélienne qui a ciblé une maison dans l'est de la ville de Gaza, a déclaré Mahmud Bassal.

"Le bilan des victimes s'élève désormais à 13 morts suite aux frappes israéliennes sur la bande de Gaza depuis ce matin, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu", a affirmé Mahmud Bassal

Iran.

Encore une opération sous faux drapeau, soutenue comme il se doit par tout ce que compte le mouvement ouvrier d'opportunistes.

Le fils du shah, Reza Pahlavi, tente de s'imposer comme alternative au régime iranien - France 24 9 janvier 2026

"*Longue vie au shah !*", "*Ceci est la bataille finale, Pahlavi va revenir*"... Depuis une dizaine de jours, son nom est scandé dans les manifestations en Iran. À 64 ans, Reza Pahlavi, fils du dernier shah d'Iran chassé en 1979 du pouvoir, occupe le devant de la scène, notamment sur les réseaux sociaux, et se rêve en homme providentiel de l'Iran post-République islamique.

Chaque jour, il répond aux manifestants depuis les États-Unis, où il vit en exil depuis près d'un demi-siècle. Dans une série de messages vidéo, l'héritier les exhorte à maintenir la pression dans la rue, à ériger des barrages routiers, affirmant que "*la victoire est proche*".

Si son nom est de plus en plus scandé dans les manifestations, avec une popularité qui ne cesse d'augmenter depuis trois ans, celle-ci reste difficilement quantifiable. "*Ces appels au shah existent, mais il faut faire preuve de prudence, souligne Jonathan Piron, historien spécialiste de l'Iran pour le centre de recherche Etopia à Bruxelles, car les monarchistes ont une communication politique bien huilée et il est impossible de vérifier correctement sur le terrain l'ampleur que prennent ses slogans, puisque qu'on ne peut pas aller sur place.*"

"*Ces slogans sont amplifiés par une partie des chaînes d'opposition en persan (Iran international et Manoto, NDLR) basées à l'étranger et acquises à sa cause*", souligne le journaliste du Point Armin Arefi, à l'antenne de France 24.

Dès 2009, lors des manifestations suivant la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad, le fils du shah appelle les Iraniens à "*continuer la lutte dans la discipline*" et exhorte "*les forces de l'ordre à la désobéissance civile et à la neutralité*". Mais c'est en 2023, alors que le mouvement "*Femme, vie, liberté*" secoue le régime, après la mort tragique de Mahsa Amini des mains de la police des mœurs, qu'il se fait remarquer. Aux côtés d'autres figures de l'opposition comme la Prix Nobel Shirin Ebadi et la journaliste Masih Alinejad, il propose de faire front commun contre le régime.

Reza Pahlavi parcourt les chancelleries pour tenter de trouver des soutiens et faire passer le message qu'il est désormais prêt à prendre la relève. Et c'est en Israël que son initiative est la mieux reçue. Il pose au côté du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, en avril 2023 lors d'un voyage pour "*rétablir les relations historiques entre l'Iran et Israël*".

Lorsque l'État hébreux attaque l'Iran en juin 2025, l'opération militaire israélienne porte le nom de "*Rising lion*", référence à l'animal symbole de la dynastie Pahlavi.

Durant la guerre des 12 jours au cours de laquelle les frappes israéliennes tuent des centaines de civils, Reza Pahlavi ne cache plus ses ambitions. Il qualifie les bombardements d'"*opportunité*" et affirme que l'intention du gouvernement israélien n'est pas de viser les civils iraniens.

Son épouse, Yasmine Pahlavi, moins mesurée, publie sur Instagram la photo d'un graffiti proclamant "*Hit them Israel, Iranians are behind you*" ("*Frappez-les Israël, les Iraniens sont derrière vous*"). Ces prises de position lui vaudront la réprobation d'une partie de ses partisans.

Selon le quotidien israélien Haaretz, une vaste opération d'influence israélienne en langue persane aurait été orchestrée durant la guerre pour présenter le fils du shah comme la figure légitime d'un Iran post-République islamique, alors que le conflit fragilisait encore davantage le régime iranien.

Le 28 septembre, il se félicite cette fois du rétablissement des sanctions de l'ONU contre l'Iran, qualifiant la mesure de "*victoire pour tous ceux qui réclament depuis longtemps une pression maximale sur ce régime*", alors que l'économie du pays continue de sombrer.

Depuis la reprise de la contestation, il multiplie les interventions médiatiques. Dans le Washington Post, il parle d'une "*opposition coordonnée*" et salue le soutien de Donald Trump au peuple iranien. Le président américain a menacé de frapper "*très durement*" l'Iran si les autorités tuaient de nouveau des civils.

"*Le moment fatidique approche*", écrit le fils du shah dans cette tribune, dans laquelle il se présente comme le "*garant d'une transition nationale vers la démocratie*".

Pourtant, Reza Pahlavi ne fait pas l'unanimité. Et le slogan "*Ni shah, ni mollah*" continue de se faire entendre, notamment dans les universités.

S'il tire de son nom un prestige héréditaire, Reza Pahlavi souffre pourtant du lourd héritage de son père, qui fut un dictateur impopulaire sur la fin de son règne. Or, l'héritier n'a jamais vraiment dénoncé la tyrannie exercée par le régime du shah, marquée par les arrestations politiques de la Savak (police politique), les cas de torture et d'exécution d'opposants.

Dans ses soutiens, gravitent encore certaines personnalités issues du milieu sécuritaire de ces années noires, au rang desquels figure Parviz Sabeti, ancien chef des services de renseignement et responsable de la torture et des exécutions d'opposants.

S'il reste assez vague sur ses propositions politiques, Reza Pahlavi s'affiche aux côtés des figures des milieux néo-conservateurs et de l'extrême droite européenne. En 2025, invité à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), grand-messe des conservateurs américains, il prend parole aux côtés de Javier Milei, Nigel Farage, Giorgia Meloni, Steve Bannon, Elon Musk ou encore Donald Trump.

Ses partisans affectionnent le slogan "*MIGA*", pour "*Make Iran great again*", repris par le président américain à plusieurs reprises.

Dans une photo partagée par le sénateur républicain Lindsey Graham, prise à bord d'Air Force One, Donald Trump arbore une casquette "*Make Iran Great Again*". Le cliché a été pris dimanche 4 janvier, au lendemain de la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro, allié de Téhéran, par les forces américaines.

J-C – Inutile de commenter, c'est clair.

Il faut toujours distinguer un mouvement social dont la classe ouvrière est à l'origine, et une opération de type idéologique orchestrée par des organisations à la solde de l'oligarchie anglo-saxonne, qui va profiter de sa supériorité financière et logistique ou organisationnelle pour instrumentaliser un mouvement social et l'orienter vers les objectifs qu'elle s'est fixée.

Quand un mouvement social initié par la classe ouvrière est trop faible ou ne se développe pas, et que soudain d'autres acteurs qui y sont étrangers entrent en scène, en prennent la direction et bénéficie d'une couverture médiatique outrageuse, au point que ce mouvement social fasse quotidiennement la Une, à partir de ce moment-là il a totalement échappé à la classe ouvrière, la nature de ce mouvement social a changé, il ne sert plus que les intérêts de la réaction, et le soutenir, c'est désormais soutenir la réaction. D'ailleurs qu'en tirera la classe ouvrière ? Rien à part une féroce répression et de nouvelles mesures liberticides.

C'est facile de manipuler des travailleurs ou des militants, dans la mesure où ils n'ont pas réellement de conscience de classe ou ils n'ont pas développé un esprit critique bien aiguisé, parce qu'ils ignorent la dialectique, pour leur faire croire ou leur faire faire n'importe.